

Algérie :

le duel franco-américain ou la guerre sourde

Par Youcef Zirem

Partenaires liés par une longue histoire commune et une proximité géographique, l'Algérie et la France ont, de tout temps, eu des relations marquées, au même moment, par l'amour et la haine. Souvent, les discours officiels tenus sur les deux rives de la Méditerranée ne reflètent pas les aspirations réelles des Algériens et des Français. En Algérie, les discours « ultra nationalistes » et souvent anti-français sont produits, dans la majorité des cas, par ceux qui dans leur vie privée sont francophiles et ne rêvent que se s'installer dans l'Hexagone. En France, les propos insistant sur des relations « normales » avec l'Algérie sont élaborés, dans bien des situations, par ceux qui croient que l'ancienne colonie est encore une « chasse gardée » de la France.

LORSQUE EN JANVIER 1992, le président Chadli Bendjedid démissionne, la France officielle exprime ses regrets. C'est le début d'une brouille entre Alger et Paris. Cette mésentente dure quelques mois avant que les choses ne rentrent dans l'ordre. Entre temps, la France a accueilli sur son sol de nombreux militants de la mouvance islamiste et autres réfugiés, et l'Algérie est entrée dans un cycle infernal de violences multiples. L'Algérie est alors isolée sur le plan international et les polémiques sur la nécessité ou pas de l'arrêt du processus électoral de décembre 1991 continuent.

Intronisé à la tête du HCE, Mohamed Boudiaf dont certains conseillers, anciens militants du PRS, viennent de Paris, ne se rapproche pas vraiment de Paris. C'est à partir de 1994 que la France, vue la rude concurrence américaine dans le secteur des hydrocarbures algériens, décide de prêter main forte au pouvoir « illégitime » d'Alger. C'est à partir de cette date que les fournitures de matériel militaire français à l'Algérie reprennent. L'arrivée à la tête de la République de Liamine Zeroual et de son conseiller Mohamed Betchine ralentissent pratiquement toutes les tentatives de rapprochement entre Paris et Alger. Liamine Zeroual est l'homme des Américains.

Durant la période zeroualienne, les nombreux voyages du ministre des Affaires étrangères françaises à Alger ne sont pas suivies par des visites réciproques. Plusieurs invitations françaises allant dans ce sens sont restées lettre morte. C'est à cette époque aussi que le fameux rapport « B-2 Namous » est rendu public en France. Ce rapport

confidentiel dévoile des accords secrets signés entre la France et l'Algérie du temps de Houari Boumediène. L'arrivée de Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'état inaugure, à coup sûr, une nouvelle ère dans les relations algéro-françaises. Pour Jean-Pierre Chevènement, la relation entre les deux pays « est sans pareille » avant d'ajouter qu'elle est « irremplaçable pour la France comme pour l'Algérie ». Ce sont peut-être les mots les plus justes qui puissent exister pour définir les rapports entre les deux pays. Mais, il y a certainement encore beaucoup de choses concrètes à réaliser pour que ces relations soient excellentes pour le bien des deux peuples. Depuis l'installation de Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'État, la langue française est de nouveau ouvertement utilisée dans les institutions étatiques. L'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediène a même cassé un tabou en osant faire quelques discours dans la langue de Victor Hugo. Par la suite, le reste de la société a suivi et des officiels de l'État se permettent à leur tour de dire, à la télévision étatique des mots en langue française.

Le rapprochement franco-algérien sera, d'une certaine façon, accentué par la visite de Abdelaziz Bouteflika en juin à Paris. Auparavant, les 120 membres de la délégation du MEDEF⁽¹⁾ qui ont visité l'Algérie en février 2000 se sont fait remarquer par la cordialité de leurs propos et l'absence totale de promesses d'investissement.

Les mesures compatibles avec l'état de droit

Depuis l'arrêt du processus électoral de décembre 1991, les USA n'ont pas

arrêté d'avoir un regard critique vis à vis de la démarche des autorités algériennes. Ce n'est que le 10 septembre 1997 que l'ambassadeur des États Unis d'Amérique en Algérie, Ronald E. Neumann rend publique une déclaration assez « différente » après sa rencontre avec le président Liamine Zeroual. Condamnant les massacres horribles, les attentats à la bombe et les attaques contre les civils algériens, la déclaration américaine stipule que le gouvernement des USA appuie « les mesures militaires, compatibles avec un état de droit, pour la protection des civils ». Le texte de l'ambassadeur américain fait part du soutien des USA à « la politique énoncée par le président Zeroual sur les réformes économiques et politiques, la liberté de la presse et l'état de droit ». Les américains séparent ainsi les paroles du président Liamine Zeroual de la réalité qu'ils savent plus nuancée. Ensuite la déclaration de l'ambassadeur américain énonce les positions classiques des USA en rapport avec l'Algérie à savoir : la nécessité de la réconciliation nationale et « l'inclusion dans le processus politique de tous ceux qui rejettent la violence ». Avec des mots à peine voilés, le texte de l'ambassadeur s'attaque aussi à la fraude électorale que le régime algérien a presque institutionnalisé. « (...) Nous espérons que le gouvernement algérien abordera les problèmes soulevés par les observateurs algériens et internationaux lors des élections de juin, au moment où l'Algérie prépare les élections locales du 23 octobre », affirme la déclaration américaine.

Une création bâtarde

« Le FIS est le bâtard monstrueux de la dictature algérienne et de la République française », c'est ce qu'écrit Jean-François Revel dans un article que publie *Le Point* au mois d'août 1994 (dans le numéro 1143). Pour lui, la politique algérienne de la France l'a mise dans une situation sans issue. Jean-François Revel réfute les différentes argumentations des officiels français. Il n'est pas d'accord quand des responsables français soutiennent qu'il faut soutenir le pouvoir en place à Alger même s'il est imparfait. « Ce pouvoir là est inviable », souligne Jean-François Revel. « La France l'a secouru contre toute morale et toute raison pendant des décennies, précipitant sa faillite. Proposer de continuer fait bizarre. Le minimum qu'on puisse exiger du cynisme, c'est qu'il soit efficace », ajoute l'ancien directeur de *L'Express*. L'auteur de *La Grande Parade* fait remarquer que « les structures politiques et économiques actuelles de